

Nouvelles locales du mardi 27 mars 2012

@rib News, 27/03/2012 Les médias Burundais ont suivi et reporté en live tous ce qui s'est passé cette journée de grève nationale lancée par les syndicats et des organisations de la société civile au Burundi. Spécialement nouvelles locales collectées sur les radios Isanganiro, Bonesha et Rpa ; et d'autres recueillies par les correspondants d'ARIB.INFO sur place. L'appel lancé par les organisations de la société civile et les syndicats a été suivi dans la province du Nord du Burundi. Selon des sources sur place, les infirmiers membres de syndicat du personnel soignant se sont joints aux autres ce mardi dans le mouvement de grève générale contre la vie chère au Burundi.

- A l'hôpital de Buye, dans la même province de Ngozi, les syndicats des travailleurs de ce secteur ont aussi grévés contre la vie chère. Selon une source citée par les médias burundais qui ont suivi de près cette grève, seuls des cas d'urgences étaient traités par les infirmiers, et les médecins ont aidé à soigner les malades qui sont hospitalisés au grand hôpital de Buye. Cependant, ces médecins ont aussi participé à la grève contre la vie chère. - A l'hôpital de Kibumbu dans la province de Mwaro au centre du Burundi, les médecins et les autres soignants de l'hôpital se sont joints aux autres syndicats du pays pour réclamer un loyer mieux dans les prix de la Regisedo et des denrées alimentaires qui ne cessent de grimper, selon ces mêmes sources. - A cet hôpital, les médecins et les infirmiers ont exécuté le service minimum. - A l'hôpital de Bururi, au Sud du Burundi, la situation est aussi semblable selon des sources sur place, qui se sont confiés aux médias que seuls les médecins et infirmiers qui faisaient le service minimum étaient au service tandis que tous les autres étaient ce mardi en grève contre la vie chère, comme les autres organisations de la société civile et les syndicats. - Dans la province de Makamba, à l'hôpital provincial, le service minimum était signalé selon des sources cet hôpital qui se sont confiés aux médias. Le Justice- Au niveau des instances de justice, il y a ceux qui se sont joints aux autres syndicats contre la vie chère, mais d'autres ne l'ont pas fait. Au Parquet de la justice, il y avait des magistrats qui étaient au service, en plein travail, tandis que d'autres avaient observé ce mouvement de grève comme dans le reste du pays. - Dans la province de Ngozi, selon des témoins sur place, seuls deux magistrats étaient au travail vers 10h alors que plus de 13 autres étaient absents suite à cette grève. Le juge président a fait savoir qu'au tribunal de résidence, les magistrats avaient répondu présent au travail, tandis que ceux du tribunal de grande instance de Makamba avaient presque tous observé la grève. - A Bubanza, à l'Est du Burundi, les magistrats se sont refusés de faire une quelconque grève contre la vie chère. Selon une source sur place, les syndicalistes ont été menacés pour venir au travail et par peur de perdre un jour leur poste surtout qu'un de leurs chefs les appelaient pour les faire venir au travail par force. - Télécommunication- Des sources des organisations de la télécommunication soulignent également que la grève contre la vie chère a eu lieu. Selon une source de l'Office nationale des télécommunications (ONATEL), certains travailleurs se sont présentés, mais ont évité de mettre les uniformes. D'autres ont décidé de quitter le travail sans attendre ONATEL l'heure de fin de travail. - Au niveau de Leo Burundi, la grève a également été suivie mais il y a ceux qui avaient décidé de continuer à travailler parce que l'administration de cette organisation n'a pas été satisfaite de ceux qui ont voulu gréver contre la vie chère, selon des sources sur place. - Economie - Des sources de la Regisedo soulignent que le personnel de cette entreprise n'ont pas suivi cet appel de manifester contre la vie chère. Cependant, ces mêmes sources précisent que malgré leur présence au travail, on n'a pas vu beaucoup de clients devant les guichets de cette institution à la recherche des unités de recharge pour l'eau ou l'électricité. - Au marché central de Bujumbura, les stands étaient fermés suite à cette grève contre la vie chère. Selon un homme rencontré au marché de Bujumbura, il est difficile de joindre les deux bouts du mois à cause des lourdes taxes et impositions de l'OBR. - Sur les autres marchés de Bujumbura, comme à Kinindo, les commerçants trouvés sur les lieux se sont montrés inquiets par la vie chère et ont déploré le silence quasi complice du Gouvernement. Selon un autre commerçant, il était question de choisir entre la vie et mort. « Nous sommes exposés aux sanctions car on a grévés mais pas d'autre choix c'est une question de vie ou mort ». - Même constat sur les marchés de Kamenge, Ngarara et ailleurs. A Musaga, aucun magasin n'avait ouvert ses portes suite à cette même grève. - Education- Les écoles ont également suivi le mouvement de grève selon les constats sur place. Les écoles primaires de Bujumbura, Bururi, Mwaro, Gitega, et ailleurs, avaient été ouvertes par les directeurs mais peu d'enseignants avaient répondu à cet appel du Gouvernement de boycotter la grève contre la vie chère. - Dans le secondaire, l'appel a largement été suivi, sauf au lycée de Mutanga Sud où certains enseignants avaient répondu à l'appel du Gouvernement de ne pas porter oreilles aux syndicats qui réclament un loyer mieux contre la vie chère. - A l'Université du Burundi, Université du Lac Tanganyika et Université Lumière de Bujumbura, les étudiants n'ont pas ouvert leurs portes, selon le constat sur place. - Politique- Les médias burundais ont joué un rôle important dans la médiatisation de cette grève. Cependant, malgré le slogan d'unités journalistiques, les médias proches du pouvoir ont reporté que la grève n'a pas eu lieu. - Sur la totalité des travailleurs de la Fonction Publique, la ministre Sendazirasa Annonciate a fait savoir que seuls trois ou quatre personnes avaient répondu à l'appel des syndicats alors que tout le reste avait répondu à l'appel du Gouvernement de se rendre au travail et de ne pas écouter ceux qui prouvent l'arrêt de travail. - Le porte-parole du Gouvernement a lui aussi souligné que la grève n'a pas été respectée car il y en avait ceux qui se sont rendus au travail malgré que les syndicats les avaient appelés à une grève contre la vie chère.